

CCTP

DCE ind C

05.06.2026

LOT 01 Installation de chantier et échafaudage



MINISTÈRE *de la* JUSTICE
— RÉPUBLIQUE FRANÇAISE —



RENOVATION FAÇADES ET BALCON DE L'UEMO

2 Rue du Commandant Hugueny 52000 CHAUMONT

MAÎTRE D'OUVRAGE

Ministère de la Justice

20, Boulevard de la Mothe Nancy

Interlocuteur :

Thierry FABRE

P: 06 19 92 28 55

E: thierry.fabre@jus ce.gouv.fr

AME ARCHITECTURE

Contact projet :

Chef de projet :

LUCAS BOISSON

P: 06 71 66 69 38

E: l.boisson@ameameame.fr

Paris

Lyon

Montpellier

Bordeaux

Nancy

Lille

sommaire

1. PRESENTATION DE L'OPERATION	3
1.1. Objet	3
1.2. Connaissance des travaux	4
1.3. Clause de priorité	4
1.4. Définition et limites des prestations	4
2. CLAUSES GENERALES	5
2.1. C.C.T.G.	5
2.2. Règlements et normes	5
2.2.1. Qualifications professionnelles	6
2.3. Les nuisances de chantier	6
2.4. Les nuisances sonores	6
2.5. Les nuisances liées à la pureté de l'air	6
2.6. Qualité environnementale	6
2.7. Evacuation à la décharge	6
2.8. Traitement des déchets	6
3. CLAUSES GENERALES ECHAFAUDAGE	7
3.1. Echafaudage.	7
3.2. Sécurité :	7
3.3. Bâchages / évacuations	7
3.4. Protections	8
3.5. Dossiers des ouvrages exécutés	8
3.6. Nettoyage des chantiers	8
3.7. Fluides	8
3.8. CALENDRIER DE REALISATION / RESPECT DU PLANNING	8
4. TRAVAUX PREPARATOIRES	9
4.1. Fourniture et mise en œuvre de clôture de chantier type ERAS pour bennes et accès compris dévoiement et mise en sécurité	9
4.2. Nettoyage du chantier tous les soirs	9
4.3. Rotation et évacuation des gravats ensemble des corps d'états	9
4.4. Sécurité collective. Mise en place périphérique provisoire « filet » uniquement sécurité des travailleurs pendant chantier	9
4.5. Prise de possession du chantier / constat d'huissier sur existants	9
4.6. Constitution du DOE	9
4.7. Fluides	10
4.8. Mise en place du cantonnement de chantier avec vestiaires, tables, chaises type bungalow	10
4.9. Mise en place de WC Chimique	10
5. ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS	11
5.1. Protections	11
5.1.1. Protections des menuiseries existantes	11
5.1.2. Protections des entrées	11
5.2. Mise en place d'un échafaudage tubulaire de pied avec plateforme de stockage compris montage démontage et transport aller-retour ht 10.94 m	11
5.2.1. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - NORD-OUEST	11
5.2.2. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - SUD-EST	11
5.2.3. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - SUD-OUEST	11
5.2.4. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE NORD-EST	11
5.3. Protections avec filets translucides	12

1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1. Objet

Les travaux définis dans le cadre du présent C.C.T.P. ont pour objet la réalisation de l'ensemble des travaux de ravalements de façades nécessaires au projet.

Le programme prévoit la restauration complète des façades sur la base du diagnostic de SOCOTEC. Les interventions porteront sur la reprise des pierres de taille et des joints, la réparation des fissures et éclats au moyen de mortiers compatibles, ainsi que la restauration des corniches, frontons et modénatures dégradés. Le balcon sera repris structurellement, avec une réfection complète de la console et des corbeaux, permettant le rétablissement d'un usage

sécurisé. Certaines fixations des volets seront également reprises et consolidées. Les gouttières et descentes d'eau pluviales seront nettoyées et vérifiées. Enfin, l'ensemble des façades fera l'objet d'un ravalement complet comprenant le nettoyage et la remise en état des enduits dans une teinte similaire à l'existant, en masquant ou déposant les baguettes d'angle actuellement visibles. Un groupe de climatisation fixé sur la façade Nord-Ouest sera déplacé dans l'allée de garage en amont des travaux. La reprise de l'escalier d'accès à l'entrée principale sera en option. Certaines marches en pierre et la peinture des contremarches nécessitent une remise en état.

1.2. Connaissance des travaux

La nomenclature des travaux a été analysée avec le plus grand soin possible dans le présent CCTP. Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour objet, la description des travaux et des particularités de l'opération. L'entrepreneur est tenu d'en prendre connaissance dans sa totalité et ne pourra se prévaloir d'une non connaissance des travaux confiés à son corps d'état.

De même, l'entrepreneur est tenu de consulter les plans, les coupes, les détails, notes de calculs fournis à l'appui au présent descriptif.

NOTA : L'entrepreneur aura à sa charge, les études que la Maîtrise d'œuvre demanderait pour la bonne conduite des travaux établis par un bureau d'études techniques.

Et par les plans d'implantation des zones d'interventions, réalisés par la maîtrise d'œuvre :

Maîtrise d'œuvre AME

Ces documents sont joints au dossier de consultation. L'entreprise est réputée en avoir pris connaissance avant de compléter son offre.

L'entrepreneur est tenu de procéder à une vérification approfondie des documents qui lui seront remis en vue de l'établissement de son prix forfaitaire et de signaler, le cas échéant à la maîtrise d'œuvre, les erreurs, contradictions ou omissions qu'il pourrait constater et ceci pendant la période d'étude de sa proposition ; en tout état de cause, jamais après la remise de celle-ci.

1.3. Clause de priorité

La clause de priorité précisée dans le document administratif, entre les plans et le C.C.T.P. n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage quelconque figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre. Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction. En conséquence, tous ouvrages figurant aux plans et non décrit au C.C.T.P. est formellement dû et vice versa.

1.4. Définition et limites des prestations

Le titulaire du présent lot aura la charge de réaliser l'ensemble des travaux ci –après :

suivant visite sur site : suivant plan installation PGC AME.

- Les décharges de classe 1 pour les déchets dangereux
- Les décharges de classe 2 pour les déchets dits "non dangereux"
- Les décharges de classe 3 pour les déchets inertes

a) Installation de chantier

- Installation de chantier et protections ;
- Démarches administratives ;
- Amené du matériel et protection des ensembles ;
- Raccordements eau et branchement sur tableau électrique de chantier compris fourniture ;
- Mise en place du cantonnement de chantier avec vestiaires, tables, chaises ;
- Mise en place de WC Chimique ;

.....

Liste non exhaustive

Suivant plan installation de chantier AME.

b) ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS

- Mise en place d'un échafaudage tubulaire de pied avec plateforme de stockage au premier compris montage démontage et transport aller-retour ;
- Protections avec filets translucides ;
- Mise en place de protection;
-

Pour tous ces travaux, les prestations des entreprises comprendront :

- Les plans et dessins de détails des ouvrages particuliers.
- La réalisation d'un planning prévisionnel des travaux.
- L'obtention de tous les agréments nécessaires à la bonne exécution des travaux.
- Toutes les demandes administratives nécessaires.
- L'exécution des ouvrages décrits au présent marché.

Il est rappelé que les titulaires des lots assureront d'une manière générale la coordination entre tous les différents corps de métier, (corps d'état).

Pour tous les travaux, les prestations des entreprises comprendront :

- Calepinage et dessins de détails des ouvrages particuliers.
- La réalisation d'un planning prévisionnel des travaux.
- L'obtention de tous les agréments nécessaires à la bonne exécution des travaux.
- Toutes les demandes administratives nécessaires.
- L'exécution des ouvrages décrits au présent marché.

Il est rappelé que le titulaire ou le mandataire du groupement assurera la coordination générale entre tous les intervenants.

2. CLAUSES GENERALES

2.1. C.C.T.G.

Le présent C.C.T.P. complète le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.), applicable aux marchés de travaux.

2.2. Règlements et normes

Les provenances, les qualités, les caractéristiques, les types, les dimensions et les poids, les procédés de fabrication, les modalités d'essai, de marquage, de contrôle et de réception des matériaux et des produits préfabriqués doivent être conformes aux normes homologuées ou réglementations en vigueur au moment de la signature du marché. L'entrepreneur est réputé connaître ces normes et exécuter les travaux dans les règles de l'art. En cas d'absence de normes, d'annulation de celle-ci ou de dérogations justifiées, notamment par des progrès techniques, les propositions de l'entreprise sont soumises à l'agrément du Maître d'Œuvre. L'entrepreneur doit, notamment, respecter les documents suivants : Normes Françaises AFNOR Documents Techniques Unifiés.

Outre les prescriptions techniques particulières contenues dans le C.C.T.P., les ouvrages à exécuter seront conformes à la réglementation en vigueur.

Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

- NF EN 998-1 Définitions et spécifications des mortiers pour maçonnerie
- Mortiers d'enduits minéraux extérieurs et intérieurs (indice de classement : P 12-221-1) ; - NF EN 15824 Spécifications pour enduits de maçonnerie organiques extérieurs et intérieurs (indice de classement : P12-223) ;
- Méthodes d'essai des mortiers pour maçonnerie : - NF EN 1015-11
- Détermination de la résistance en flexion et compression du mortier durci (indice de classement : P 12-311) ; - NF EN 1015-12 - Partie 12 : Détermination de l'adhérence des mortiers d'enduit durcis appliqués sur supports (indice de classement : P 12-312)

Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)

Liste non exhaustive

2.2.1. *Qualifications professionnelles*

Les travaux dont la description est donnée dans le présent C.C.T.P. sont obligatoirement réalisés par une Entreprise spécialisée ayant des professionnels dûment qualifiés pour les besoins des travaux.

2.3. Les nuisances de chantier

L'entrepreneur titulaire du présent lot devra prendre en compte les recommandations de la brochure « Prise en compte de l'environnement et de sa réglementation dans les chantiers de bâtiment » de septembre 2007 distribué par la DDE, la DRE et le DIREN.

Dans un souci de préservation de l'environnement et de développement durable, l'entrepreneur devra éviter toutes nuisances.

2.4. Les nuisances sonores

Code du Travail articles R. 232-8 à R. 232-8-7. Code de la santé publique article R48-5.

La directive européenne 2000/14/CE du 8 mai relative aux engins de chantier.

Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation en vigueur, pour le site considéré.

A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant la limitation des nuisances provoquées par les chantiers de travaux seront strictement applicables.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé aux entrepreneurs de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

2.5. Les nuisances liées à la pureté de l'air

Règlement sanitaire départemental .

Durant les travaux pouvant occasionner des nuages de poussières, l'entreprise devra humidifier les gravats pendant le chargement sur camion.

2.6. Qualité environnementale

L'entreprise appliquera la qualité environnementale habituelle pour le présent lot.

Par ailleurs, les caractéristiques et prescriptions environnementales propres à ce lot sont :

- Respecter la gestion et collecte sélective des déchets sur le chantier ;
- Reprise par les fournisseurs des gros emballages - palettes, films plastiques, ...
- ainsi que des éléments en surplus ;
- Etablissement de plans de calepinage pour limiter les chutes et déchets ;

2.7. Evacuation à la décharge

Description :

Evacuation à la décharge depuis le stockage temporaire, comprenant :

- Tous transports horizontaux et verticaux;
- Mise en benne respectant le tri sélectif ;
- Transport entre le chantier et la décharge publique et la taxe de la décharge;

Un « BORDEREAU DE SUIVI DES DECHETS DE CHANTIER » et un « TABLEAU DE VALORISATION » concernant la sortie des gravats seront à fournir par le titulaire du présent lot. (Adresses de traitements des déchets /emballages / autres.....).

2.8. Traitement des déchets

- Prévention et réduction de la production et la nocivité des déchets
- Valorisation des déchets par

3. CLAUSES GENERALES ECHAFAUDAGE

3.1. Echafaudage.

L'entrepreneur aura à sa charge au titre du présent lot, la fourniture, la mise en œuvre, le maintien durant toute la période du chantier d'un échafaudage avec son platelage, permettant à l'ensemble des corps d'état de pouvoir intervenir sur la toiture et/ou la façade, y compris par la suite son entretien, son bâchage antichute et anti poussière, tubage d'évacuation, et son repliement.

L'entreprise respectera la réglementation concernant le montage d'échafaudages, notamment : Le décret du 1er septembre 2004 La recommandation L 408 du 10 juin 2004 Le décret du 8 janvier 1965 et 6 mai 1996 modifié Ces échafaudages seront protégés par un procédé anti-projection, stabilisés par 1 ancrage par 6 m2 L'entreprise fournit, monte, et démonte son ou ses échafaudages le long de l'ensemble des façades concernées par les travaux.

L'entreprise fournira un certificat de contrôle émanant d'un organisme agréé validant la pose et l'agrément du dit échafaudage.

L'entreprise devra fournir une notice de mise à disposition pour l'ensemble des entreprises qui se serviront de l'échafaudage.

Echafaudage appartenant ou non à l'entrepreneur, peint et propre, établit conformément aux règlements en vigueur concernant la prévention des accidents, la sécurité des travailleurs et des tiers. Les prix comprennent tous les remaniements des planchers, ainsi que toutes les sujétions relatives à la pose et à la dépose (patins, semelles en bois pour calage, le montage à toute hauteur, etc.), la pose, dépose, double transport et la location pour la durée des travaux tous corps d'état adapté en fonction des charges à déposer et reposer; avec fixations, simultanément à tous les emplacements de travail avec plinthes démontables, services d'échelles, garde-corps et garde-gravois, y compris montage à toute hauteur ayant jusqu'à 1.00 de largeur avec protection verticale en matériaux de toute nature (film, bâche, etc.).

L'entrepreneur devra faire réceptionner ses échafaudages par un organisme agréé, par les entreprises intervenantes sur le chantier, par le Maître d'œuvre et le SPS avant commencement de tous travaux, et de fournir un certificat de conformité sur l'ensemble de son installation au maître d'ouvrage, maître d'œuvre et SPS. L'entreprise du présent lot devra le filet de protection de l'enveloppe extérieure des échafaudages ainsi que l'ensemble des travaux annexes nécessaires tels que la fixation :

- le filet devra être de mailles évitant tous passages de gravois et assurer toutes protections contre les chutes accidentelles, et avoir une prise au vent réduite.

L'ensemble en pose, dépose, double transport et location pour la durée du chantier.

Dispositions particulières : Une attention particulière sera demandée à l'entreprise pour la pose de l'échafaudage sur l'Arrière cours.

Une protection spécifique sera à mettre en place de manière à protéger tous les piétons.

3.2. Sécurité :

Les échafaudages réglementaires extérieurs nécessaires aux travaux seront mis en œuvre conformément aux prescriptions de la réglementation en vigueur imposée par les services de l'Inspection du Travail et de la Sécurité Sociale, Les échafaudages devront satisfaire l'ensemble des normes de sécurité concernant :

Les ouvriers travaillant sur les échafaudages ;

La protection des biens et des personnes avoisinant le chantier ;

3.3. Bâchages / évacuations

Tours Afin d'éviter la chute de gravois ou autres, sur la voie publique ou dans l'emprise chantier, un bâchage étanche de protection sera tendu sur toute la surface de l'échafaudage. Aux abouts, les bâches devront se retourner sur la maçonnerie.

Ces bâches micro perforées recevront une sérigraphie reproduisant la façade restituée. Les bâches devront être correctement liaisonnées aux échafaudages et éviter de fassayer au vent pour ne pas augmenter les efforts. Nef, collatéraux et absidioles Les bâches seront remplacées par des filets de protection.

Toute évacuation verticale se fera moyennant la mise en place de goulottes sur toute la hauteur du bâtiment avec réceptacles amovibles en pied de chute - diamètre 500 mm ou par tout autre moyen de transport mécanisé vertical.

L'entreprise doit le montage, l'entretien, la modification et le démontage à la demande de la Maîtrise d'œuvre aussi souvent que nécessaire, compris les protections sur tous les cheminements d'évacuation depuis le lieu de l'exécution jusqu'aux bennes.

L'évacuation des gravats avec la mise en place de bennes pour le tri sélectif, compris enlèvement et frais liés à l'enlèvement. Il sera prévu autant de bennes que nécessaire pour l'enlèvement des gravois jusqu'à la livraison du chantier.

3.4. Protections

L'installation d'échafaudages étant soumise à demande d'autorisation auprès des services compétents de la Mairie, celle-ci ne sera délivrée que sous réserve des mesures indispensables à la protection des personnes

- Sécurité des piétons Pendant la durée du chantier la protection des passants doit être assurée contre les chutes de matériaux et matériels depuis l'échafaudage.

Des filets de protection seront installés sur tous les échafaudages. Si la zone est insuffisamment large pour les piétons une déviation sur la chaussée devra être réalisée par le titulaire du présent lot.

- De plus à l'intérieur du chantier l'entrepreneur s'assurera de la sécurité des monteurs. Le personnel devra être âgé de 18 ans minimum, et avoir reçu une formation particulière. Les monteurs devront être équipés de chaussures de sécurité, de gants et de casque avec jugulaire. Un équipement de protection individuelle contre les chutes devra être fourni par l'entreprise à ses monteurs. De manière générale, l'entreprise doit prendre toutes dispositions pour assurer la sécurité de ses personnels

3.5. Dossiers des ouvrages exécutés

Le titulaire du présent lot devra établir et diffuser le dossier des ouvrages exécutés selon les modalités du Maître d'Œuvre.

3.6. Nettoyage des chantiers

L'entrepreneur doit assurer le nettoyage de son chantier (route et accès) et laisser place nette après son départ. Il doit, notamment, enlever les matériaux impropres tels que débris de débroussaillage, gros éléments refusés pour les remblais, etc. Les déblais sont emmenés à la décharge régulièrement. Faute par l'entrepreneur de se conformer à ces prescriptions, le Maître d'Œuvre fait procéder de droit au nettoyage par l'entreprise de son choix aux frais de l'entrepreneur.

3.7. Fluides

Les fluides nécessaires (eau, électricité, téléphone éventuel), découlant de l'application du présent article seront répartis entre toutes les entreprises au prorata du montant de leurs travaux.

Les installations de chantier, sanitaires de chantier, bureau de chantier, etc... sont à la charge du présent lot.

3.8. CALENDRIER DE REALISATION / RESPECT DU PLANNING

Les prestations seront réalisées conformément au planning prévisionnel présenté par AME dans sa Note méthodologique, étant précisé que celui-ci aura dû signaler et justifier les travaux parallèles qu'il a prévu de réaliser.

Le planning prévisionnel et respect des jalons devra tenir compte notamment :

- des délais de livraison des matériels, si ceux-ci ne font pas partie des stocks courants ;
- du délai de validation des études;
- du délai de réalisation des ouvrages;

Durant ce délai, le Titulaire procédera à l'aménagement des zones concernées.

Le non-respect du planning et Jalons imposés par AME entrainera automatiquement des pénalités de retards.

4. TRAVAUX PREPARATOIRES

Installations de chantier pour TCE et celles nécessaire à son personnel et au stockage de son matériel.

Ses équipements de sécurité et tous les moyens nécessaires à l'exécution de ses ouvrages et au bon déroulement des travaux.

4.1. Fourniture et mise en œuvre de clôture de chantier type ERAS pour bennes et accès compris dévoisement et mise en sécurité

En barrières métalliques démontables du type HERAS ou similaire, compris :

- transport, mise en place
- déplacement pendant le chantier
- démontage et évacuation en fin de chantier

Localisation : au pourtour des bennes à gravats, dévoisement piétons et suivant plan d'installation de chantier.

4.2. Nettoyage du chantier tous les soirs

Due au titre du présent lot.

Ensemble des prestations de nettoyages de chantier.

- **Les entreprises devront respecter la bonne tenue du chantier (nettoyage régulier + ne rien laisser trainer,) sous peine de recevoir des pénalités.**

4.3. Rotation et évacuation des gravats ensemble des corps d'états

Mise en place de petite benne à gravats et emplacement des zones de stockages provisoire des déchets en fonction de la nature des déchets.

Ensemble des gestions et rotations compris mise à disposition des autres lots du début jusqu'en fin de chantier.

La location, la rotation et l'évacuation des déchets sont à la charge du présent lot.

4.4. Sécurité collective. Mise en place périphérique provisoire « filet » uniquement sécurité des travailleurs pendant chantier

Il est de la responsabilité de l'entreprise de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche d'un de ses salariés. Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet, platelage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque. La sécurité devra correspondre au décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.

4.5. Prise de possession du chantier / constat d'huissier sur existants

L'entrepreneur ayant à réaliser des travaux de démolition à proximité de constructions existantes doit prévoir dans son offre de prix forfaitaire toutes sujétions inhérentes aux constats sur les « existants ».

Ainsi il doit faire exécuter à ses frais, un constat d'huissier en présence du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, afin de dresser l'état de toutes zones d'interventions et espaces adjacents.

Il y aura au moins deux constats, l'un avant et l'autre après les travaux. Ces constats concernent en particulier les zones de non interventions susceptibles de subir des dégradations. Tous les frais inhérents aux constats sont à incorporer dans l'offre de l'entreprise.

4.6. Constitution du DOE

Le DOE sera fourni en 3 exemplaires une version papier et deux versions informatiques sur clef USB. Essais, plans, PV, fiches techniques,

Documents à remettre par l'entreprise :

- Fiches techniques des matériaux
- PV réaction au feu
- Plans d'exécutions / démolitions si besoins
- formats natifs notamment ACAD pour les plans.

Remise de 3 exemplaires sous clefs usb comprenant :

Fiches techniques équipements

Liste détaillée des équipements
Plans DWG
Plans PDF
Tout autre document utile.
Cette liste est non exhaustive.

4.7. Fluides

Les fluides nécessaires (eau, électricité, téléphone éventuel), découlant de l'application du présent article seront répartis entre toutes les entreprises au prorata du montant de leurs travaux.
Les installations de chantier, sanitaires de chantier, bureau de chantier, etc... sont à la charge du présent lot.

4.8. Mise en place du cantonnement de chantier avec vestiaires, tables, chaises type bungalow

Avec :

L'installation pour le personnel de chantier tous corps d'état sera installée, équipée et entretenue par l'entrepreneur du présent lot. Le dimensionnement et le nombre de locaux sociaux de chantier, sanitaires, réfectoire, vestiaires sera conforme à la réglementation sur l'hygiène et la sécurité du travail et sera calculé pour l'ensemble du personnel des entreprises intervenantes . Installation pour la durée des travaux TCE y compris location, dépose et remise en état des lieux de (liste non exhaustive) Aménagement d'une base vie pour l'ensemble du personnel des entreprises intervenantes comprenant :

- Bungalow faisant office réfectoire / salle de réunion
- Équipement de bungalows : tables, chaises, armoires, casques, etc... - Raccordement électrique et raccordement EF-EC/EU-EV

Les locaux seront chauffés,

- **SDR :**

Table + chaises

Vestiaires : casiers individuels

- **Réfectoire/vestiaire :**

Table + chaises /1 micro-onde + frigo

Le titulaire du présent lot aura sa charge :

- Nettoyage hebdomadaire base vie,
- Fourniture des mobiliers de la base vie : + table de restauration + chaises chantier + chaises pour déjeuner + banc
- Signalétiques réglementaires,

L'installation de chantier de la base vie sera à proposer dans l'offre technique après visite sur site lors de la consultation.

Conformément aux demandes de toutes exigences du CSPS.

4.9. Mise en place de WC Chimique

Nota : Compris nettoyage quotidien des WC à prévoir

WC autonome chimique : WC de type « à l'anglaise » équipé d'un lave-main et vidanges hebdomadaires.

A défaut de fournir une unique clé ouvrant tous les éléments, le prestataire fournira un jeu de 5 clés par module.

5. ÉCHAFAUDAGES ET PROTECTIONS

Nota: Les échafaudages sont prévus pour le ravalement en cas d'intervention par d'autres entreprises (sous-traitants)

5.1. Protections

5.1.1. Protections des menuiseries existantes

Fourniture & pose de films polyanes qui devront être fixés par bandes adhésives transparentes aux 2 faces. Cette protection devra être installée lors des opérations de projection.

Toutes les baies seront protégées efficacement pendant la durée des travaux pour éviter toute dégradation et pénétration d'eau à l'intérieur des bâtiments (toiles de Nylon avec obturation périmétrique ou tout autre système). Il sera également dans l'obligation de l'entreprise de remplacer à ses frais les verres qu'elle aurait cassé ou détérioré au cours de ses travaux et supportera la valeur de tous dégâts occasionnés à l'extérieur ou à l'intérieur des locaux par suite d'un manque de soin, de protections ou de précautions.

Cette protection comprend la mise en place, l'entretien, le déplacement et la réinstallation si nécessaire, la dépose et le repli en fin des travaux.

5.1.2. Protections des entrées

Fourniture & pose de protections avec plaques ondulées sur ossature pour créer une protection basse au droit de chaque entrée. Protection piétonnière étanche à l'eau et à la poussière.

5.2. Mise en place d'un échafaudage tubulaire de pied avec plateforme de stockage compris montage démontage et transport aller-retour ht 10.94 m

L'entrepreneur titulaire du présent lot, devra tous les échafaudages nécessaires à la bonne exécution de ses ouvrages, y compris sapine pour le montage des matériaux.

Echafaudage peint et propre, sans publicité, établi conformément aux règlements en vigueur concernant la prévention des accidents, la sécurité des travailleurs et des tiers.

Les prix comprennent tous les remaniements des planchers, ainsi que toutes les sujétions relatives à la pose et dépose (patins, semelles en bois pour calage, le montage toute hauteur...) la pose, dépose, double transport, et la mise à disposition aux autres corps d'état, pendant la durée nécessaire à chaque opération.

Une protection efficace contre l'empoussièrement de l'environnement devra être mise en place. Elle sera réalisée par un film polyane ou équivalent, qui devra être maintenu en état pendant toute la durée du chantier.

(Avec certificat de contrôle périodique en cours de validité).

Cette prestation comprendra toutes les sujétions :

- d'approvisionnement sur site,
- de montage sur site,
- de contrôle de l'échafaudage par un organisme agréé
- de protection du public (auvents, filets)
- de démontage et stockage ou remontage (par phase)
- de repliement en fin de travaux

5.2.1. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - NORD-OUEST

5.2.2. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - SUD-EST

5.2.3. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE - SUD-OUEST

5.2.4. Location, fourniture échafaudage ensemble durée du chantier FAÇADE NORD-EST

5.3. Protections avec filets translucides

Il est de la responsabilité de l'entreprise de prévenir la chute d'objets pendant la réalisation d'une tâche d'un de ses salariés. Tous les moyens de préventions doivent être mis en place à cet effet : auvent, filet, platelage, dispositifs d'interdiction d'accès de la zone à risque. La sécurité devra correspondre au décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur.